

Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de travaux

OBJET DU MARCHE :

Travaux de réhabilitation du quai d'accostage et d'amarrage du site de Sainte-Anne du Portzic, situé sur la commune de Plouzané dans le département du Finistère (29)

N° 261000024

PROCEDURE :

Marché à procédure adaptée conformément aux article L. 2120-1 et R. 2131-13 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR

IFREMER

Zone Industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte Anne

29280 Plouzané

CCAG APPLICABLE : TRAVAUX (cahier des clause administratives générales applicables aux marchés publics de travaux mars 2021)

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALE	5
1.1. Objet du marché – emplacement	5
1.2. Intervenants	5
1.2.1. Désignation du maître d'ouvrage	5
1.2.2. Désignation du maître d'œuvre	5
1.2.3. Contrôle extérieur	5
1.2.4. Coordination sécurité et protection de la santé	5
1.3. Cotraitance	5
1.4. Sous-traitance et directe et indirecte	6
1.4.1. Sous-traitance directe	6
1.4.2. Sous-traitance indirecte	6
1.4.3. Sous-traitance occulte	6
2. PIECES CONTRACTUELLES	7
3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ	7
3.1. Allotissement	7
4. OBLIGATION GENERALE DU TITULAIRE	8
4.1. Obligation de résultat	8
4.2. Obligation d'information et de mise en garde	8
4.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	8
5. PRIX DU MARCHÉ	8
5.1. Contenu des prix	8
5.2. Type de prix	8
5.3. Date d'établissement des prix	9
5.4. Variation des prix	9
5.4.1. Périodicité de la révision	9
5.4.2. Formule de révision	9
5.4.3. Utilisation des indices	9
5.4.4. Clause butoir	10
6. MODALITE RELATIVES AUX REGLEMENTS	10
6.1. Avance	10
6.1.1. Titulaire	10
6.1.2. Sous-traitant	10
6.2. Règlements des prestations	11

6.2.1. Acompte mensuel.....	11
6.2.2. Paiement du solde.....	11
6.2.3. Présentation des demandes de paiement	12
6.3. Délai global de paiement.....	13
6.4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	13
6.4.1. Répartition des paiements.....	13
6.4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	13
6.4.3. Modalité de paiement direct par virements	14
7. DELAI D'EXECUTION – DUREE D'EXECUTION	14
7.1. Planning prévisionnel d'exécution.....	14
7.2. Calendrier d'exécution	14
7.3. Durée de validité du marché – délai d'exécution.....	14
7.4. Ordre de service de démarrage des travaux.....	15
8. PENALITES	15
8.1. Pénalités pour retard	15
8.2. Autres pénalités.....	16
9. CLAUSE DE FINANCEMENT SURETE	17
10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	17
11. PROVENANCE QUALITE CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	17
11.1. Provenance des matériaux	17
11.2. Caractéristique, qualité, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits	18
12. DOCUMENT A FOURNIR AVANT L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	18
13. SUIVI, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
13.1. Ordre de service	19
13.2. Réunions	19
13.3. Identification du personnel	20
13.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	20
13.5. Etude d'exécution.....	21
13.6. Installation de chantier.....	21
13.7. Coordination	21
13.8. Dépose et démolition des anciennes installations.....	21
13.9. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	22

14. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET DE CORRUPTION	22
15. RECEPTION	23
16. DOCUMENT A FOURNIR APRES EXECUTION.....	23
17. MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN.....	24
17.1. Modification à caractère technique en cours d'exécution du marché	24
17.2. Modification des délais d'exécution.....	24
17.3. Modification du plafond de la clause butoir	25
18. MODIFICATION DU MARCHE- AVENANT	25
18.1. Avenant modificatif.....	25
18.2. Prestations supplémentaires	25
18.3. L'avenant de transfert.....	25
19. MARCHE NEGOCIE SANS MISE EN CONCURRENCE	26
20. GARANTIE	26
21. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATION	27
21.1. Assurances	27
21.2. Attestations.....	27
22. RESILIATION.....	27
23. EXECUTION AU FRAIS ET RISQUE.....	28
24. DIFFEREND ET LITIGE.....	28
25. DEROGATIONS AUX DOCUMENT GENERAUX	28

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALE

1.1. Objet du marché – emplacement

Le présent marché a pour objet des travaux de réhabilitation du quai d'accostage et d'amarrage du site de Sainte-Anne du Portzic, situé sur la commune de Plouzané dans le département du Finistère (29).

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières, (CCAP) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation du marché.

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans les documents qui lui sont éventuellement annexés.

Le Titulaire s'engage à respecter, et à faire respecter par son personnel, les règles d'accès et de sécurité du site Ifremer.

1.2. Intervenants

1.2.1. Désignation du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Ifremer, représenté par le service Infrastructure et Moyen Associés (IMA) de l'Ifremer.

1.2.2. Désignation du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est le service Infrastructures et Moyens Associés (IMA) de l'Ifremer représenté par Laurent THEPAUT.

1.2.3. Contrôle extérieur

La mission de contrôle extérieur est réalisée par la société SOCOTEC Construction représentée par Mr. Loïc BOURDON.

1.2.4. Coordination sécurité et protection de la santé

Le nom du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) est la société SOCOTEC Construction représentée par Hélène Schmitt.

1.3. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4. Sous-traitance et directe et indirecte

1.4.1. Sous-traitance directe

Le titulaire d'un marché (lot) est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la Représentant du pouvoir adjudicateur. Lors de la déclaration de sous-traitance le titulaire doit obligatoirement détailler l'objet et le prix des prestations sous-traitées sous réserve de voir la déclaration rejetée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies au CCAG Travaux.

1.4.2. Sous-traitance indirecte

Le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, appelé entrepreneur principal du sous-traitant indirect.

L'entrepreneur principal du sous-traitant direct titulaire principal d'un marché (lot) est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

Le sous-traitant indirecte devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la Représentant du pouvoir adjudicateur. A cette fin, le représentant du Pouvoir adjudicateur doit se voir notifier dans les conditions définies à l'article 3.6.2 du CCAG/travaux les documents suivants :

- Une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct,
- La copie de la caution personnelle et solidaire fourni par l'entrepreneur principale à son sous-traitant, accompagnée d'une attestation du titulaire indiquant qu'il a reçu copie de la caution personnelle et solidaire,
- En cas de délégation de paiement, copie de l'acte par lequel le titulaire principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant indirecte ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies au CCAG Travaux.

1.4.3. Sous-traitance occulte

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3 du CCAG).

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues et acceptées du titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après qui déroge à l'article 4.1 du CCAG travaux :

Les pièces particulières sont :

- L'acte d'engagement (AE) pour et ses annexes éventuelles
- Le planning prévisionnel d'exécution remis par le candidat dans son offre éventuellement amendé par le calendrier d'exécution dans les conditions définies à l'article 7 ci-après,
- La décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) dûment renseignée,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dans sa dernière version applicable,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans sa dernière version applicable et leurs annexes notamment l'ensemble des plans, notices, rapports et études joints au dossier, diagnostic...
- L'offre technique du titulaire.

L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seule foi.

Les pièces générales sont :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Les normes européennes.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/travaux la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seule foi.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1. Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique.

4. OBLIGATION GENERALE DU TITULAIRE

4.1. Obligation de résultat

Pour l'exécution des missions qui lui sont dévolues et obligations qu'il doit satisfaire, le Titulaire est soumis à une obligation de résultats à compter de la notification du marché.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission. Il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement. A ce titre, il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires, de mobiliser toutes les ressources requises pour accomplir le présent marché et de demander au Pouvoir Adjudicateur toutes les informations dont il a besoin pour satisfaire à l'obligation de résultat qui lui incombe.

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché des intervenants en nombre suffisant et disposant des compétences nécessaires pour que les objectifs contractuels soient atteints et les délais contractuels respectés

4.2. Obligation d'information et de mise en garde

Le Titulaire est tenu à une obligation d'information, de conseil et de mise en garde à l'égard du Pouvoir Adjudicateur lors de la négociation, de la conclusion du marché puis de son exécution.

4.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celle prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation Internationale du travail, lorsque que celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie, sur simple demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

5. PRIX DU MARCHE

5.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux et il s'engage à les avoir prévus dans son prix.

Les prix tiennent compte des exigences du CCTP et notamment les plans d'exécution, de synthèse, des réservations et des notes de calculs.

5.2. Type de prix

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par application d'un prix global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement.

5.3. Date d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

5.4. Variation des prix

Le prix du marché (si allotissement pour chaque lot), est révisable dans les conditions décrites aux articles suivants.

5.4.1. Périodicité de la révision

Le prix du marché est révisé **mensuellement**.

Toutefois, la révision mensuelle **est calculée et appliquée en une seule et unique fois**.

Par dérogation aux articles 12.1.7 et 12.2.1 du CCAG-Travaux, les demandes de paiement mensuelles ne font pas apparaître le calcul de la révision des prix.

Seule la demande de paiement finale, mentionnée à l'article 12.3 du CCAG-Travaux, fait état de l'effet de la révision des prix sur le montant du solde du marché.

La titulaire doit présenter, en annexe de sa demande de paiement final, le document « Révision_Demande de paiement finale » annexé au présent CCAP.

5.4.2. Formule de révision

Les prix sont révisables en application de la formule suivante :

$$PR = P0 \times [0.15 + (0.85 \times \text{IndiceVR}/\text{IndiceV0})]$$

Dans laquelle :

- P0 est le prix initial à mettre à jour
- PR est la valeur révisée du prix P0
- Indice VR est la dernière valeur de l'indice connue à la date de révision des prix, que cet indice soit définitif ou provisoire
- Indice V0 est la valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P0 (mois de remise des offres)
- L'indice utilisé est l'indice **TP07b** – Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux– Base 2010 – identifiant 001710995 publié par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710995>)

5.4.3. Utilisation des indices

Par dérogation aux articles 12.2.1 et 12.4.2 du CCAG-Travaux, les derniers indices connus et publiés à la date de révision sont utilisés. Si à la date de révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé est arrondi à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

5.4.4. Clause butoir

En tout état de cause, le prix initial du marché ne peut augmenter de plus de 3% en application de la formule de révision.

6. MODALITE RELATIVES AUX REGLEMENTS

6.1. Avance

6.1.1. Titulaire

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique :

- Montant du marché supérieur à 50 000€ HT,
- Durée du marché supérieur à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché (lot) considéré.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Le remboursement débute lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du lot concerné. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du lot concerné.

6.1.2. Sous-traitant

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le présent marché prévoit le versement d'une avance au sous-traitant dans les conditions de l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique. Le seuil de 50 000 € H.T., autorisant le versement de cette avance, est apprécié par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant, tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial annexé à l'acte d'engagement.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant du pouvoir adjudicateur. L'avance est versée sur demande du sous-traitant.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les mêmes modalités que celles prévues pour le titulaire.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

6.2. Règlements des prestations

6.2.1. Acompte mensuel

Avant la fin de chaque mois le titulaire notifie au maître d'œuvre (service IMA de l'Ifremer) son projet de décompte mensuel. Le titulaire justifie par écrit l'avancée des prestations ouvrant droit au paiement d'acompte.

Pour la révision mensuelle des acomptes, le candidat indique dans sa demande d'acompte les prix initiaux sans la révision des prix.

Le titulaire doit se voir notifier par ordre de service du maître d'œuvre (IMA de l'Ifremer) l'état d'acompte mensuel. Cette notification doit intervenir dans un délai maximal de sept jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre (IMA de l'Ifremer) du projet de décompte mensuel.

Suite à la notification de l'état d'acompte mensuel, le titulaire envoie sa facture d'acompte à l'adresse indiquée à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant du pouvoir adjudicateur (Ifremer) qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est soit réduit, soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur (Ifremer) règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

6.2.2. Paiement du solde

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit de projet de décompte final conformément à l'article 12. 3 du CCAG/Travaux et en y indiquant la révision des prix des acomptes mensuels (voir article 5.4.1 ci-avant).

A la suite de l'établissement du décompte final, le maître d'œuvre établit le décompte général et définitif dans les conditions de l'article 12.4 du CCAG/Travaux. Le représentant du pouvoir adjudicateur valide, le cas échéant rectifie et signe le projet de décompte général.

Le projet accepté ou rectifié devient le décompte général. Il est notifié au titulaire dans le délai indiqué à l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux. La signature sans réserve du décompte général par le titulaire ouvre droit au paiement du solde du marché. Le décompte général signé sans réserve par le titulaire devient de décompte général et définitif et lie définitivement les parties.

Au terme de la procédure indiquée ci-dessus, le titulaire transmet la facture du solde à l'adresse indiquée à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur (Ifremer) règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

6.2.3. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement des acomptes ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET ou CIF
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné à l'article 6.3 sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

6.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de transmission de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Pour l'avance : le point de départ du délai global de paiement est la date de notification de l'ordre de service emportant commencement d'exécution des travaux ;

Pour les acomptes mensuels : le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture du titulaire sur CHORUS.

Pour le solde : le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture du solde sur CHORUS.

6.4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

6.4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé au titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entreprise mandataire, à ses co-traitants et à leurs sous-traitants. Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer au titulaire et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou acte spécial visé au 3.6 du CCAG/travaux.

En cas de groupement, le groupement privilégiera la constitution d'un compte unique sur lequel sera versé les sommes à payer, charge au groupement de se répartir ensuite les paiements. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

6.4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G-TRAVAUX.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement (lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C.) le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial les pièces administratives sollicitées lors de la consultation.

6.4.3. Modalité de paiement direct par virements

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du décompte général par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7. DELAI D'EXECUTION – DUREE D'EXECUTION

7.1. Planning prévisionnel d'exécution

Le planning prévisionnel d'exécution remis par le titulaire dans son offre, précise les dates supposées d'interventions. Ce délai est confirmé ou modifié par le calendrier détaillé d'exécution.

7.2. Calendrier d'exécution

Le calendrier d'exécution confirme ou modifie les dates prévisionnelles d'exécution des travaux en tenant compte du délai global d'exécution et du planning prévisionnel d'exécution. Le calendrier détaillé d'exécution des travaux est notifié par ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire au moins 5 jours calendaires avant l'expiration de la période de préparation. A défaut, c'est le calendrier prévisionnel d'exécution qui s'applique.

7.3. Durée de validité du marché – délai d'exécution

Le délai global d'exécution de 8,5 mois à compter de la date de début de travaux indiquée dans l'ordre de service de démarrage de travaux ou par défaut de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le délai global comprend la période de préparation (2,5 mois) et le délai d'exécution des travaux jusqu'à l'admission des travaux sans réserve (6 mois).

Les délais objet du présent paragraphe s'entendent y compris :

- Périodes de congés payés (hors mois d'août),

- Intempéries : les parties s'engagent d'un commun accord sur les jours d'intempéries. Le décompte des jours d'intempéries validé par les parties au contrat, prolonge d'autant le délai global d'exécution du marché,
- Les délais d'études, de VISA des documents, de fourniture, de la levée des points d'arrêt du P.A.Q.
- L'enchaînement des phases d'exécution, leur durée et s'il y a lieu les délais à respecter entre celles-ci,
- Les épreuves, contrôles, tests et essais,
- Les opérations de vérification, d'admission des travaux ainsi que la levée des réserves.

L'entrepreneur est tenu, pendant le délai global d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Le présent article déroge à l'article 18.1 du CCAG/Travaux.

7.4. Ordre de service de démarrage des travaux

Le maître d'œuvre notifie au titulaire un ordre de service de démarrage des travaux. Cet ordre de service définit la date de début des travaux. Les délais de l'article 7.3 sont décomptés à partir de la date de démarrage de travaux indiquée dans l'ordre de service. A défaut, d'indication de cette date dans l'ordre de service, c'est la date de notification de l'OS de démarrage des travaux qui fait foi.

8. PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € HT, pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2, les pénalités ne peuvent excéder 20% du montant total hors taxe du marché.

En toute hypothèse, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas appliquer la pénalité, notamment s'il juge que l'infraction, l'absence ou le retard constaté est due à des causes indépendantes et imprévisibles du titulaire.

8.1. Pénalités pour retard

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux qu'il s'agisse du délai global d'exécution ou des délais d'exécution des travaux défini par le calendrier détaillé d'exécution, il est appliqué, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, une pénalité calculée comme suit :

$$\text{Pénalité} = (\text{montant du marché en € HT} / 1000) \times \text{nombre de jour calendaire de retard}$$

Cette pénalité est exprimée en € HT.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le représentant du pouvoir adjudicateur rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 7 jours calendaires, sous peine de forclusion. A défaut de réponse, le maître d'ouvrage applique les pénalités.

8.2. Autres pénalités

Les pénalités ci-dessous sont applicables :

Pénalités	Occurrence	Valeur € HT	Précision
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	75,00	Applicable de plein droit suite à la constatation de l'absence. Une absence est constatée à compter de 30 minute de retard à une réunion.
Non-respect des règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à l'environnement	Journalière	300,00	Pénalité par jour calendaire et par infraction constatée.
Travaux sans signalisation ou protection efficace	Journalière	250,00	Pénalité par jour calendaire et par infraction constatée.
Dépôt en dehors des zones prescrites de matériels, matériaux, terres	Journalière	250,00	Pénalité par jour calendaire et par infraction constatée.
Retard dans la remise ou la diffusion de documents en cours d'exécution des travaux ou nécessaire à l'exécution des travaux, ainsi que les documents à transmettre après l'exécution des travaux	Journalière	250,00	Pénalité par jour calendaire de retard suite à la demande de transmission du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage. La pénalité s'applique à compter de l'expiration du délai de remise indiqué dans la demande. Les documents concernés sont ceux définis au CCTP, aux articles 29.1 et 40 du CCAG/Travaux ou tout autre document demandé par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage.
Non-respect du délai maximal de levée de réserve	Journalière	Formule de calcul	Pénalité = (montant du marché en € HT / 100) x nombre de jour calendaire de retard Pénalité applicable par jour de retard au terme du délai laissé au titulaire pour lever les réserves. Pénalité applicable par réserve non levée.

Les pénalités ci-dessus sont applicables sans mise en demeure préalable.

Le présent article complète l'article 19 du CCAG.

9. CLAUSE DE FINANCEMENT SURETE

Une retenue de garantie de 5% du montant initial de marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

En cas d'avenant, elle devra être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée, et les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

Si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie, et si elles n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie est remboursée ou les personnes libérées au plus tard un mois après la date de leur levée. Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement des personnes susmentionnées que par main levée par la personne publique contractante.

10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

A la demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, le titulaire doit pouvoir justifier, en cours d'exécution du marché ou pendant la période de garantie des prestations, qu'il se conforme bien aux prescriptions législatives ou réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Tout manquement à ces obligations pourra faire l'objet de la pénalité définie à l'article 8.2 ci-avant.

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

11. PROVENANCE QUALITE CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

11.1. Provenance des matériaux

Le CCTP fixe la provenance de ceux des produits, matériaux et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges. Il sera fait exclusivement usage de matériels neufs

de première qualité. Le titulaire vérifie tous les matériels livrés avant de procéder à leur pose. Tout produit dégradé ou présentant des défauts d'aspect sera refusé. Le titulaire réalisera la liste des témoins définis au CCTP dans les prescriptions générales.

11.2. Caractéristique, qualité, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits

Les types et marques des matériels mentionnés dans les pièces du DCE seront donnés à titre indicatif de référence. Ils ont servi de base à l'étude de la Maîtrise d'Œuvre pour obtenir les performances attendues. L'entrepreneur pourra proposer des matériels équivalents de son choix, tout en restant engagé par l'obligation d'obtenir au moins le même niveau de performances.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Par dérogation à l'article 24.4 du CCAG/Travaux, sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le titulaire.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérification ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des modalités différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le titulaire.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- * s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés sur justification des dépenses.
- * s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

En complément de l'article 23 du CCAG il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par le titulaire de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, le titulaire doit justifier de cet accord.

12. DOCUMENT A FOURNIR AVANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les documents seront impérativement rédigés en langue française.

Tous les plans seront réalisés selon la charte graphique de l'Ifremer. Chaque édition papier des plans sera accompagnée des fichiers informatiques correspondants.

Le Titulaire soumet à l'accord du Maître d'Œuvre, en deux exemplaires sous les formats définis au CCTP, tous les plans et notes de calculs qui seront nécessaires, et notamment :

- Le calendrier d'exécution,

- les études d'exécution conformément à l'article 2.2 du CCTP,
- les documents relatifs à la qualité définis à l'article 2.4.3.2 du CCTP,
- le plan de gestion des déchets (SOGED) défini à l'article 2.5.6 du CCTP,
- les procédures et modes opératoires relatifs à l'exécution des différentes prestations (notamment lorsque ces prestations ont une incidence éventuelle sur la fiabilité des installations, la continuité d'alimentation du site ou la sécurité des biens et des personnes),
- les dispositions particulières concernant le passage du matériel et son stockage éventuel pendant la durée du chantier,
- les schémas de principe de tout ou partie de l'installation, les notices techniques des matériels et appareils proposés.

Dans le cas de modifications d'installations existantes, le Titulaire effectuera la mise à jour des documents correspondants (y compris nomenclature complète et détaillée).

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les notes de calculs et les plans à l'approbation du Maître d'Œuvre, s'effectuera sous la seule responsabilité du Titulaire. Les modifications qui pourront lui être demandées seront entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

13. SUIVI, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

13.1. Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

13.2. Réunions

Sur convocation du Maître d'Œuvre, le titulaire est tenu d'assister aux diverses réunions techniques se déroulant sur le lieu de travail ou d'y déléguer un de ses Agents ayant pouvoir de décision. Le Titulaire s'engage à participer et/ou organiser les réunions suivantes :

- Une réunion de lancement,
- Des réunions de mise au point technique durant la période de préparation du chantier,
- Des réunions de chantier hebdomadaires (sur site) durant la période d'exécution des travaux,
- Une réunion de fin de chantier.

A chacune de ses réunions, l'entrepreneur présentera au Maître d'Œuvre :

- Le planning d'avancement,
- Le bilan des études, développements, travaux et essais effectués depuis la précédente réunion,
- Le planning des opérations à venir,
- Les points particuliers définis à l'ordre du jour et devant faire l'objet d'une préparation préliminaire.

Le nombre de ces réunions variera en fonction des phases de travaux : il en sera prévu autant que nécessaire et leur programmation pourra être imposée par la Maîtrise d'Œuvre pour les besoins de la conduite du projet.

En dehors des réunions suscitées, les Parties se réservent la possibilité d'organiser d'autres réunions si l'une ou l'autre des deux Parties estime cela nécessaire, sans frais supplémentaire.

13.3. Identification du personnel

Toute personne de l'entreprise Titulaire, dès lors qu'elle intervient sur le site, devra obligatoirement porter un badge où seront clairement indiqués son nom et le nom de l'entreprise Titulaire.

L'entreprise Titulaire du marché fournira le nom de l'ensemble des personnes amenées à travailler sur le chantier avec leurs fonctions dans la société.

L'Ifremer Centre de Bretagne étant classé Zone à Régime Restrictif, l'accueil de ressortissants étrangers sur le campus de Plouzané est conditionné par des règles strictes, qui sont applicables à tous les demandeurs et toutes les institutions quels que soient leur employeur.

L'accueil de ressortissants étrangers, quelle que soit la nationalité de la personne, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable adressée au Fonctionnaire Sécurité Défense de l'Ifremer. Les informations détaillées concernant l'identité (date et lieu de naissance, passeport etc.) des ressortissants étrangers seront demandées au Titulaire du marché.

Les trois points ci-dessus sont valables pour l'entreprise Titulaire ainsi que pour l'ensemble de ses sous-traitants.

13.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Le coordinateur SPS est en charge de la rédaction du Plan général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS). Ce document est transmis aux titulaires avant la fin de la période de préparation du chantier.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 15 jours après la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les

différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;

- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installation de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le plan de Sécurité et de Santé est tenu à jour par le titulaire qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

13.5. Etude d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux et à l'article 2.2 du CCTP, les plans d'exécution, de synthèse, des réservations et les notes de calculs sont à la charge de l'entreprise. Ils seront fournis pendant la période de préparation et soumis au visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

Après prise en compte de l'ensemble des observations du Maître d'œuvre, les documents sont retournés à l'Entrepreneur avec la mention « Bon Pour Exécution », laquelle atteste uniquement de la conformité au marché et ne vaut pas validation technique ni garantie de la part du Maître d'œuvre.

Le VISA du Maître d'œuvre a pour seul objet le contrôle de la conformité des documents aux exigences du marché. Il ne constitue ni une approbation technique, ni une validation des hypothèses de calcul, des méthodes d'exécution, des dimensionnements ou des choix constructifs, qui demeurent sous la responsabilité exclusive de l'Entrepreneur.

13.6. Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'installation.

13.7. Coordination

Durant l'exécution des travaux, un Chef d'Equipe responsable des travaux et de la sécurité sera en permanence sur le site en zone d'intervention. Il veillera à la parfaite réalisation des travaux de ses sous-traitants et de ses propres équipes et sera l'interlocuteur privilégié des exploitants en cas de problème. Les coûts engendrés pour la coordination des travaux sont réputés inclus dans le prix global et forfaitaire de son offre.

13.8. Dépose et démolition des anciennes installations

Le titulaire prendra les lieux dans leur état actuel. Il devra la dépose et la démolition des anciennes installations à rénover dans les limites d'emprise de l'opération et l'évacuation des matériels, matériaux, déchets, gravois, etc. occasionnés lors des travaux.

L'évacuation se fera au fur et à mesure de leur émission, aucun stockage sur place (hors benne) ne sera admis. Le titulaire devra indiquer, pour chaque type de déchet généré par les prestations liées au marché (chiffons souillés, gravois, câbles, ferrailles déchets d'emballage, etc.), ce qui est prévu. Il s'engagera à respecter la législation en vigueur notamment pour le transport et le traitement des déchets.

Le titulaire devra prendre en charge tous les coûts afférents en matière de conditionnement, de stockage, d'enlèvement, de transport et de traitement de ces déchets (tri sélectif des déchets, mise en place d'une benne).

13.9. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le Maître d'Ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, après mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur et aux frais de ce dernier.

En cas de retard, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévu à l'article 8.1 du présent CCAP.

14. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

15. RECEPTION

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par le titulaire de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule dans les conditions définies à l'article 41 du C.C.A.G.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux, si le pouvoir adjudicateur ou son représentant n'a pas fixé de date aux opérations préalables à la réception, la réception tacite des travaux prévus par ce même article ne s'applique pas.

Les opérations préalables à la décision de réception font l'objet d'un procès-verbal dans les conditions de l'article 41.2 du CCAG-Travaux. Le maître d'œuvre indique dans le procès-verbal le délai dont dispose le titulaire pour lever les réserves indiquées au procès-verbal. Par défaut, le délai maximal dans lequel le titulaire procède à la levée des réserves suite aux opérations préalables à la réception est fixé à 30 jours calendaires à compter de la date de notification du procès-verbal.

La réception prend effet à la date d'achèvement de l'ensemble des travaux. Cette date est fixée par le maître d'ouvrage dans la décision de réception. Dans tous les cas, la réception des travaux ne pourra être prononcée avant l'exécution des repérages, signalisations, essais et contrôles et la remise au Maître d'Ouvrage des résultats, procès-verbaux, attestations ou rapports correspondants, ainsi que les plans de récolement, notices de conduite et d'entretien de tout le matériel mis en œuvre. Le titulaire établira une recette complète (calculs, mesures, relevés) de l'installation après réglages, afin que puissent être vérifiés les engagements fournis avec la proposition initiale.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par le titulaire.

16. DOCUMENT A FOURNIR APRES EXECUTION

Conformément à l'article 2.4.4 du CCTP, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

La transmission des documents est une condition de réception des prestations.

En cas de retard dans la transmission des documents, le titulaire s'expose à des pénalités de retard prévues à l'article 8.2 du présent CCAP.

Au cours de l'exécution des travaux, le maître d'œuvre pourra demander des documents supplémentaires, notamment en indiquant ces documents dans les comptes rendu de chantier.

17. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentées par le Titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

17.1. Modification à caractère technique en cours d'exécution du marché

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, des modifications d'ordre technique peuvent intervenir au cours de l'exécution du marché dans les conditions ci-dessous.

Pendant l'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire des modifications à caractère technique. Le Titulaire peut également proposer des modifications à caractère technique.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le pouvoir adjudicateur au Titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au pouvoir adjudicateur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs.

17.2. Modification des délais d'exécution

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification du délai d'exécution peut intervenir au cours de l'exécution du marché dans les conditions ci-dessous.

En cas de difficulté rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels, le titulaire pourra adresser une demande de modification des délais d'exécution. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les causes faisant obstacles au respect des délais contractuels. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. A cette occasion, il indique la prolongation sollicitée. Les parties pourront organiser une réunion afin d'examiner conjointement la situation. A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais.

S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation sera notifiée par ordre de service au titulaire. Le ou les délais prolongés remplacent les délais en vigueur.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais fixés par le ou les bons de commandes correspondants, sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

L'Ifremer se réserve le droit de prolonger les délais d'exécution par ordre de service. Au préalable, les parties pourront examiner conjointement la prolongation nécessaire à la bonne exécution des prestations.

17.3. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir.

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tous moyens permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée ci-dessus. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer.

18. MODIFICATION DU MARCHÉ- AVENANT

18.1. Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

18.2. Prestations supplémentaires

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

18.3. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

19. MARCHE NEGOCIE SANS MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

20. GARANTIE

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux, pendant ce délai, le titulaire est tenu à une obligation dite de « parfait achèvement » au titre de laquelle il doit exécuter les travaux ou prestations définis à l'article 44.1 du CCAG.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toutes les pièces défectueuses dans le délai de deux jours, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

En cas d'urgence, le Titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 24 heures, étant entendu que dans ce laps de temps, le Titulaire aura pris toutes mesures conservatoires permettant d'assurer la continuité de service. Ces mesures seront prises dans un délai n'excédant pas deux heures à compter de l'incident si celui-ci présente un caractère ordinaire, et sans délai s'il s'agit d'un désordre susceptible d'affecter la sécurité de l'établissement.

Le Titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait du Maître d'Ouvrage ou d'un Exploitant dûment mandaté par lui.

En cas d'indisponibilité d'une partie de l'installation pour réparations importantes durant la période de garantie, la ou les périodes d'arrêt se rajouteront à la durée contractuelle de garantie pour cette partie d'installation.

En application de l'article 1792-3 du Code civil, les éléments dissociables de l'ouvrage font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement pendant deux ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

21. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATION

21.1. Assurances

Avant toute notification du marché, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) et le cas échéant ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Le titulaire et ses sous-traitants devront fournir une attestation d'assurances de responsabilité civile, décennale et de qualification professionnelle valables à la date d'ouverture du chantier.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire et ses sous-traitants doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

21.2. Attestations

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations

22. RESILIATION

Les dispositions des articles 49 et suivants du CCAG/travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute prévue à l'article 50.3, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 50.3 du CCAG/travaux, la résiliation pour faute du titulaire pourra se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce

cas indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

23. EXECUTION AU FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

24. DIFFEREND ET LITIGE

La loi française est seule applicable au présent marché.

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'Ifremer et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R.2197-23 et R.2197-24 du Code de la Commande Publique. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation. En cas de recours, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Rennes.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

25. DEROGATIONS AUX DOCUMENT GENERAUX

- * L'article 2 déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG/Travaux
- * L'article 5.4.1 déroge aux articles 12.1.7 et 12.2.1 du CCAG/Travaux
- * L'article 5.4.3 déroge aux articles 12.2.1 et 12.4.2 du CCAG/Travaux
- * L'article 6.2.2 déroge aux articles 12.2.1 et 12.2.4 du CCAG/Travaux
- * L'article 7.3 déroge à l'article 18.1 du CCAG/Travaux
- * L'article 8 déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG/Travaux
- * L'article 8.1 déroge aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG/Travaux
- * L'article 8.2 complète l'article 19 du CCAG/Travaux
- * L'article 11.2 déroge à l'article 24.4 du CCAG/Travaux

- * L'article 11.2 complète l'article 23 du CCAG/Travaux
- * L'article 13.1 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux
- * L'article 15 déroge à l'article 41.1, 41.2 et 41.1.3 du CCAG/Travaux
- * L'article 22 complète l'article 50.3 du CCAG/Travaux